

Unité interdépartementale VAUCLUSE - ARLES
Services de l'Etat en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le .7 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



VALOREF

ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 BOLLENE

Références : D-00260-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement VALOREF implanté ZI La Croisière - Site industriel fluvial - 84500 BOLLENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Considérant les non-conformités relevées lors de la dernière visite d'inspection en mars 2021, sur proposition de l'Inspection des installations classées, M. le Préfet de Vaucluse a mis en demeure la société VALOREF le 14 juin 2021 de respecter certaines prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREF
- ZI La Croisière Site industriel fluvial 84500 BOLLENE
- Code AIOT dans GUN : 0006400441
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société VALOREF exploite sur la zone portuaire de la commune de BOLLÈNE un centre de transit et de traitement de déchets de type réfractaires de four. Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement d'un arrêté de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux industrielles atelier WOOD	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Radioactivité	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet
Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet
Autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 juin 2021 en mettant en œuvre des solutions correctives mais l'efficacité de certaines d'entre elles doit encore être démontrée. L'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet d'accorder des délais supplémentaires à l'exploitant pour justifier de sa mise en conformité effective.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Eaux industrielles atelier WOOL

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la zone portuaire de la commune de Bollène, de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 : « Les eaux industrielles du nouveau bâtiment abritant le broyeur de déchets à base d'oxydes de chrome sont recyclées en fabrication. » « Seules les eaux industrielles de l'aire de lavage et de la chaîne de tri sont collectées et rejoignent le réseau d'eaux pluviales après traitement via un séparateur d'hydrocarbures. » <p>Si le recyclage des eaux industrielles de l'atelier WOOL n'est techniquement pas possible dans le délai susvisé, les eaux devront être traitées comme des déchets</p>
<p>Constats : Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection (2021), l'exploitant avait indiqué à l'inspectrice que le dispositif de collecte et de recyclage des eaux de process de l'atelier WOOL (a priori un circuit fermé) disposait d'une surverse vers le réseau d'eaux pluviales. L'exploitant indique que suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, il a été réalisé en interne un diagnostic du réseau d'eau industrielle de l'atelier WOOL (mise en charge du réseau) et du réseau d'eaux pluviales. Il a constaté que les deux réseaux sont totalement distincts, et qu'aucun déversement du réseau d'eau industrielle n'est possible vers le réseau pluvial. L'exploitant indique également qu'il a procédé à la vidange et au nettoyage complet du bac de récupération des eaux industrielles de WOOL en juin 2021 (bordereau de suivi déchets présenté en séance).</p> <p>Par courriel du 6 mai 2022, l'exploitant a indiqué qu'il a procédé à deux vidanges et nettoyages du bac depuis la mise en service de l'installation WOOL, en 2018 et 2021. L'exploitant vérifiera et justifiera à l'Inspection, sous un mois, que la fréquence des vidanges du bac de récupération est cohérente avec les quantités d'eau de process et de nettoyage utilisées par batch et le taux de fonctionnement de l'atelier.</p> <p>Compte tenu des informations, l'Inspection a demandé à l'exploitant de faire réaliser par un organisme extérieur compétent, un diagnostic complet du réseau d'eaux industrielles de l'atelier WOOL. Ce diagnostic, qui devra être réalisé sous 3 mois au plus tard, devra permettre d'attester que le circuit est totalement fermé, et qu'il n'existe aucune connexion avec le réseau d'eaux pluviales. Ce diagnostic devra également permettre de contrôler le bon état (étanchéité) du réseau.</p> <p>L'exploitant indique également que depuis septembre 2021, les eaux de process de WOOL sont recyclées dans le process, suite aux actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réparation de la pompe ; - Repositionnement de celle-ci dans le bac de récupération ; - Mise en place d'un big-bag de filtration à l'arrivée des eaux de process dans le bac.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Radioactivité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Radioprotection
Prescription contrôlée : La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la zone portuaire de la commune de Bollène, de respecter : • sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 : « Les déchets à traiter contenant ou susceptibles de contenir des éléments radioactifs stables ou en équilibre avec leurs descendants, devront faire l'objet d'une analyse radiologique de caractérisation et d'une mesure de l'activité massique par radioélément, en préalable à leur admission en vue du traitement sur le site. »
Constats : L'exploitant indique que seuls les déchets réfractaires contenant du zircon sont susceptibles de présenter une radioactivité significative. Les procédures et les organisations internes associés au management des déchets ont été modifiées afin de préciser les modalités d'acceptation des déchets, en y intégrant l'analyse radiologique de ceux contenant de la zircon. Dans les faits, l'exploitant indique qu'il dispose des caractérisations radiologiques des déchets en provenance des usines du groupe (ISOVER et SEPR). Par contre, pour les autres clients, ce n'est pas le cas. Il précise qu'il en train de se structurer (recrutement en cours) pour réaliser les prélèvements et sous-traiter l'analyse radiologique pour les clients externes. Dans l'attente, l'exploitant déclare qu'il réalise à titre de mesures compensatoires, un contrôle par scintillomètre portatif sur les déchets entrants non caractérisés. Aucune procédure n'est en place concernant ce contrôle. L'exploitant précisera dans une procédure écrite, au plus tard sous un mois, le type de contrôle réalisé, la méthodologie de contrôle, le seuil d'alerte qu'il s'est fixé (en le justifiant) et les mesures prises en cas d'atteinte du seuil d'alerte. Cette procédure sera adressée à l'Inspection des installations classées. Les contrôles réalisés et leurs résultats devront être consignés par écrit. L'exploitant indique que des mesures d'exposition radiologique des salariés ont été menées sur le site par le laboratoire ALGADE au cours du dernier trimestre 2021. Il ne disposait pas encore des résultats au moment de l'inspection. Il lui a été demandé de transmettre à l'Inspection l'ensemble des résultats de mesures et leurs interprétations, dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau
Prescription contrôlée : La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la zone portuaire de la commune de Bollène, de respecter : <ul style="list-style-type: none">• sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.6, 5.3 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 : Article 3.6 : « La consommation en eau de ville est limitée à 70 m³/an... Les eaux en provenance du forage sont utilisées pour :<ul style="list-style-type: none">• le lavage des engins sur l'aire de lavage.• la brumisation de la chaîne de tri, du crible et des convoyeurs.• l'arrosage des espaces verts• les installations (en circuit fermé) équipant le bâtiment dédié au traitement des déchets chroniques. »
Constats : L'exploitant a indiqué que les travaux de modification de l'approvisionnement en eau de l'atelier WOOL (passage de l'eau de ville à l'eau de forage) ont été réalisés en 2019, ce qui a permis de réduire la consommation totale du site en eau de ville d'environ 70 %. Les consommations en eau de ville sont de : <ul style="list-style-type: none">- 67 m³ en 2019 ;- 69 m³ en 2020 ;- 91 m³ en 2021. Le dépassement de la consommation maximale autorisée (70 m ³), observée en 2021, est lié à l'augmentation du nombre de salariés sur site (10 salariés avant 2021 ; 18 depuis 2021). En conséquence, l'exploitant a sollicité d'augmenter la consommation limite autorisée de 70 à 90 m ³ . Cette demande fera l'objet d'une instruction ultérieure (on constate que la consommation 2021 dépasse légèrement la limite sollicitée de 90 m ³ . L'exploitant a fait savoir qu'une fuite d'eau a été mise en évidence, ce qui explique ce dépassement)
Type de suites proposées : Sans suite – Instruction de la demande de modification de la prescription préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la zone portuaire de la commune de Bollène, de respecter : <ul style="list-style-type: none">• sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.6, 5.3 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 : Article 5.3 :« Les eaux pluviales collectées dans le bassin défini au point 4.5 ci-dessus, doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessus, pour les paramètres MES, hydrocarbures totaux et métaux totaux, mesurés avant le rejet vers le milieu naturel. »
Constats : L'exploitant a avancé l'hypothèse que les dépassements de VLE observés en sortie du bassin de décantation pouvaient être liés à l'absence d'entretien du bassin (a priori aucun curage depuis sa mise en service). L'exploitant s'était par conséquent engagé à réaliser un curage du bassin de décantation, dans l'objectif de respecter les VLE en sortie du bassin. Le curage du bassin a été réalisé en juin 2021. L'exploitant a présenté à l'Inspection le bordereau de suivi des déchets relatif à l'élimination des boues curées. L'exploitant indique qu'il n'a pas été en mesure de procéder à un prélèvement d'eaux pluviales en sortie du bassin, aucun événement pluvieux n'ayant permis de mettre en charge ce dernier depuis son curage (le bassin de décantation a un volume total de 99 m ³ , et la surverse dans le bassin d'infiltration/d'étalement a lieu à partir de 54 m ³). A ce stade, la mise en demeure ne peut donc être levée sur ce point. L'exploitant effectuera dès que possible un prélèvement d'eaux en sortie du bassin de décantation, et transmettra les résultats d'analyses à l'Inspection, dès réception.
Observations : l'exploitant a indiqué que l'entretien du bassin a été intégré dans le plan de maintenance du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société VALOREF est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la zone portuaire de la commune de Bollène, de respecter : <ul style="list-style-type: none">• sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.6, 5.3 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1996 : Article 6.3 :« Les eaux industrielles et les eaux pluviales font l'objet d'un contrôle au moins une fois par an. Des prélèvements sont réalisés à la sortie du séparateur d'hydrocarbures et dans le bassin de rétention infiltration en vue de réaliser des analyses portant sur les paramètres listés à l'article 5.3 du présent arrêté.»
Constats : Les derniers prélèvements en sortie du séparateur d'hydrocarbures et du bassin de décantation datent du mois de mai 2021. Les prochains prélèvements pour l'année 2022 n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant indique à l'Inspection que le prélèvement en sortie du bassin de décantation nécessite des conditions particulières qui peuvent poser difficulté pour respecter la fréquence annuelle de prélèvement. Le bassin de décantation a un volume total de 99 m ³ et la surverse dans le bassin d'infiltration/d'étalement a lieu à partir de 54 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet